

t. 811-18 - KAP/BNZ

Berne, le 9 janvier 1990

La problématique de la drogue dans les pays en développement : position de la DDA

1. Introduction

L'éradication des cultures de chanvre, de coca et de pavot dans les pays en développement est généralement présentée comme une composante essentielle du combat contre l'abus de drogues. Une politique d'éradication, ou, ce qui est plus positif, de substitution des cultures, ne peut cependant avoir d'effets réels et globaux que si

- 1) le climat et le terrain de la région du projet se prêtent à d'autres cultures que des plantes telles que la coca et le pavot, qui ont la particularité d'être très peu exigeantes;
- 2) il existe des cultures de substitution commercialement rentables, compte tenu de la baisse du prix de la plupart des produits de base ces dernières années;
- 3) la stratégie s'attaque à l'ensemble d'une région de production - non seulement existante, mais potentielle, ce qui est pratiquement impossible.

En effet, l'expérience montre que les cas de succès de campagnes de substitution où les deux premières conditions évoquées étaient remplies n'ont fait, vu leur caractère forcément limité et local, que repousser le problème plus loin, au delà d'une colline ou d'une frontière (voir ce qui se passe par exemple au Pérou, ou en Birmanie, où les cultures de coca et de pavot respectivement se sont développées au fur et à mesure de la réduction de la production dans les pays voisins). En outre, le coût des opérations conduites jusqu'ici, pour obtenir des réductions de surfaces de cultures de quelques hectares, est sans aucune mesure avec les résultats et exclut toute action massive à l'échelle nationale ou régionale. La quasi nécessité d'appuyer ces campagnes par la menace de recours à la force exclut pratiquement une relation de confiance avec les cultivateurs.

Les tentatives d'éradication ou de substitution représentent par conséquent un travail de Sisyphe, d'autant plus que toute réduction temporaire de l'offre a tendance à faire monter les

- 2 -

prix, rendant immédiatement les cultures illégales plus intéressantes économiquement. Il est par ailleurs difficile de s'imaginer que même la disparition totale de la production de plantes psychotropes résolve le problème de la drogue, puisque des substances chimiques prendraient probablement leur place immédiatement sur le marché, du moins dans les pays industrialisés. N'oublions pas par ailleurs que les revenus de la drogue peuvent représenter, selon certaines estimations, près de 50 % des ressources d'exportation de certains pays d'Amérique du Sud - ce qui rend une transformation massive des structures agricoles peu probable même en cas de succès de la répression contre les trafiquants.

Ceci ne veut pas dire que des mesures de prévention de l'expansion des cultures de coca et de pavot ne sont pas envisageables. Il s'agit effectivement d'améliorer les conditions de vie des cultivateurs qui ne se sont pas encore lancés dans la culture de plantes illicites afin qu'ils ne soient pas tentés de le faire à l'avenir, sur place ou en émigrant vers des zones propices à ces cultures. Il faut cependant souligner qu'à l'heure actuelle, compte tenu de la chute catastrophique des prix des principaux produits de base, aucune culture alternative ne permet véritablement de faire concurrence à large échelle à la coca et au pavot - même si localement certaines cultures maraichères par exemple peuvent sembler une solution. Relevons à ce propos que si le prix de la coca beaucoup baissé depuis deux ans, il reste malgré tout supérieur à celui de produits comme le cacao et le café (baisse de prix de 35 à 45 % respectivement en un an).

Il s'agit par ailleurs également de la part des pays industrialisés de contrôler plus sévèrement, dans la mesure du possible, l'exportation de certaines substances chimiques nécessaires à la transformation des bases végétales en cocaïne et héroïne, qui s'effectue le plus souvent déjà dans les pays ou les régions de production.

Il faut souligner l'immensité des intérêts en jeu dans le commerce de la drogue - à titre indicatif, on estime que le chiffre d'affaire de la drogue à l'échelle mondiale est équivalent ou même supérieur à celui du pétrole. Si quelque chose doit changer, la Suisse peut avant tout y contribuer en collaborant plus activement au contrôle des flux financiers liés à ce trafic, grâce en particulier à une législation plus sévère en matière de blanchissage d'argent sale.

Ce n'est malgré tout qu'en prenant le mal à sa racine, c'est à dire en réduisant la demande par la prévention, surtout dans les pays industrialisés, mais aussi de plus en plus dans les pays en développement, que l'on peut espérer contribuer à résoudre ce problème et non en espérant réduire la demande grâce au tarissement de l'offre (voir 2b).

2. Effets de la drogue dans les p.e.d.

a) Trafic

Il n'en reste pas moins que la production de drogue dans les pays en développement a des effets néfastes de plus en plus importants sur ces pays et leur population, à la fois au niveau politique, en matière de sécurité, et sur le plan des coûts sociaux et de santé.

En effet, le trafic des matières premières et des produits transformés sur place peut permettre à la mafia des trafiquants de prendre pratiquement le contrôle politique et économique d'un pays grâce à sa puissance financière et à l'usage de la terreur; dans d'autres cas, elle fournit à des groupes de guérillas les ressources nécessaires pour financer leur lutte armée. Dans tous les cas, une telle situation provoque un quasi asservissement de la population productrice de plantes psychotropes aux trafiquants, qui les soumettent à des pressions rendant par ailleurs le travail de substitution particulièrement dangereux pour les paysans comme pour les collaborateurs des agences d'aide.

b) Consommation

Par ailleurs, la production locale peut susciter ou développer, selon les circonstances, la consommation locale de substances psychotropes. Ce phénomène est particulièrement grave dans certains grands centres urbains, tels que Lima, Bangkok ou Karachi, où de nombreux facteurs se conjuguent pour donner une ampleur croissante à ce problème, en particulier chez les jeunes gens, mais aussi de plus en plus chez les enfants : dissolution des structures sociales traditionnelles, situation économique précaire, disponibilité de la marchandise, à des prix souvent très bas qui peuvent faire préférer l'héroïne ou la cocaïne à l'alcool, et manque d'information quant aux effets négatifs de la consommation de drogue. Celle-ci n'est d'ailleurs dans bien des pays pas considérée comme un problème de santé, d'où absence presque totale de prévention et de structure de soin.

Conjointement à ce phénomène se développe la criminalité liée au petit trafic local de drogue et à la consommation, avec l'apparition de gang et le climat d'insécurité qui s'en suit.

L'expansion de la toximanie dans les villes du Tiers monde n'est pas limitée aux pays producteurs : les zones de transit sont également de plus en plus touchées. C'est ainsi que par l'intermédiaire entre autre de la filière nigérienne qui transporte l'héroïne d'Asie en Europe via l'Afrique occidentale, toutes les capitales de cette région

sont progressivement atteintes par ce fléau, qui s'ajoute à l'usage traditionnel de plantes comme le cannabis. Il semble même que ce rôle de plaque tournante de l'Afrique commence de donner à certains l'idée de se lancer dans la culture locales de plantes comme la coca, ce qui est très inquiétant.

L'expansion de la consommation d'héroïne (injections) dans les pays du Tiers monde vient encore amplifier le problème énorme de la progression du SIDA dans ces régions, en particulier en Asie du sud-est et en Afrique.

C'est pourquoi il est indispensable de lutter sur plusieurs fronts dans ces pays comme dans les pays industrialisés, en privilégiant les activités de prévention, en menant des campagnes de sensibilisation et d'information au travers des médias et de l'école, dans les centres de santé, etc... A cet égard, le premier chapitre du projet de plan d'action qui nous est soumis ("non-paper" autrichien) est valable à l'échelle mondiale et non seulement à celle des pays industrialisés. Les ONG ont ici un rôle extrêmement important à jouer, en particulier dans le cadre de leurs activités en faveur des populations urbaines les plus défavorisées, qu'elles sont probablement les seules à pouvoir atteindre pour un travail de prévention. Mais un organisme comme le FNULAD a également un rôle essentiel à jouer dans ce domaine, où son action serait plus utile que dans le secteur de la substitution.

Par ailleurs, il est essentiel que l'on développe la recherche quant aux différents motifs qui poussent un individu à devenir toxicomane. Il est trop simple en effet de rejeter l'entière responsabilité de la toxicomanie sur l'existence d'une offre de substances psychotropes, et, partant, sur les pays producteurs de plantes illicites. Il est évident que d'autres facteurs entrent en jeu dans le développement de la consommation de drogues, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. C'est à ces facteurs, psychologiques, sociologiques et économiques qu'il s'agit avant tout de s'attaquer, afin de réduire la demande.

t. 811-18 - KAP/BNZ

Berne, le 15 janvier 1990

Note à la DOIPosition de la DDA en matière de drogue

Vous trouverez ci-joint une note à ce sujet, dont nous vous prions de tenir compte lors de la rédaction de la déclaration suisse aux prochaines réunions internationales concernant la drogue, en particulier la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies le mois prochain.

Notre position en matière de substitution de culture n'a pas changé; les arguments avancés par la coopération allemande, ou le crédo britannique ne nous ont pas convaincus. Il ne s'agit pas en effet de mettre en doute la possibilité que certains projets de développement rural liés à la substitution puissent rencontrer un certain succès, grâce à un financement massif et à des mesures de coercition. La question est de savoir si de telles actions contribuent à réduire l'offre totale de cocaïne et d'héroïne; or ceci n'est certainement pas le cas actuellement, et ne pourra l'être tant qu'une volonté politique ne se manifesterait pas pour corriger l'évolution à la baisse des prix sur le marché mondial des produits de base qui devraient assurer l'existence des agriculteurs du Tiers monde.

C'est pourquoi nous insistons dans notre position sur l'accent à donner avant tout sur les mesures de réduction de la demande, grâce à un renforcement de l'action préventive à la fois dans les pays industrialisés et dans les pays en développement.

DIRECTION DE LA COOPERATION
AU DEVELOPPEMENT ET DE
L'AIDE HUMANITAIRE



J.-F. Giovannini
Vice-directeur

Annexe mentionnée

cc : Office de la santé publique, attn M. Dietschy
Procureur de la Confédération, à l'attention de M. le vice-
directeur Wyss
Mission Vienne
Mission New York
Mission Genève